

Brochure n° 3325

Convention collective départementale

IDCC : 2489. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
ET ASSIMILÉES DE LA VENDEE**

■ *Journal officiel* du 31 octobre 2008

**Arrêté du 22 octobre 2008 portant extension d'accords conclus
dans le cadre de la convention collective des industries métallur-
giques, mécaniques, électriques, électroniques, connexes et simi-
laires de la Vendée (n° 2489)**

NOR : MTST0825375A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solida-
rité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 21 juin 2006 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du
7 octobre 2008, portant extension de la convention collective des industries
métallurgiques, mécaniques, électriques, électroniques, connexes et similaires
du département de la Vendée du 16 décembre 2004, telle que modifiée par
l'avenant du 21 juin 2005 à ladite convention ;

Vu l'accord du 24 juillet 2008 relatif aux rémunérations minimales hiérar-
chiques (barèmes annexés), conclu dans le cadre de la convention collective
susvisée ;

Vu l'accord du 24 juillet 2008 relatif aux taux effectifs garantis annuel
(barèmes annexés), conclu dans le cadre de la convention collective sus-
visée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 1^{er} octobre 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, électroniques, connexes et similaires du département de la Vendée du 16 décembre 2004, telle que modifiée par l'avenant du 21 juin 2005 à ladite convention, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'accord du 24 juillet 2008 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;
- l'accord du 24 juillet 2008 relatif aux taux effectifs garantis annuel, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 octobre 2008.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Les textes des accords susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/38, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.